

Nicaragua : large victoire du sandinisme aux élections municipales

• MANAGUA. — L'Alliance du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a remporté les élections municipales au Nicaragua avec 75,88% des bulletins dépouillés, selon le dernier rapport émis par le Conseil électoral suprême.

Avec une participation d'environ 53%, le FSLN a obtenu 1 821 340 voix, et arrive en tête dans au moins 148 des 153 municipalités du pays, selon l'agence *Prensa Latina*.

Le Parti libéral constitutionnaliste arrive en deuxième position, avec 200 627 voix, suivi de Citoyens pour la Liberté (100 38 voix), du Parti conservateur (22 367) et du parti régional Yatama (12 188).

Dans la capitale Managua, l'Alliance du FSLN a balayé ses adversaires dans les neuf municipalités du département pour se consolider en tant que principale force politique du pays.

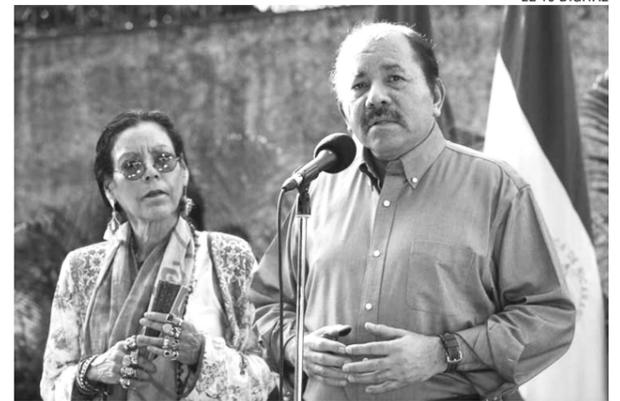
Le président du Parti conservateur, Alfredo Cesar, a reconnu dans un communiqué les résultats des élections municipales, dans lesquelles l'Alliance dirigée par le FSLN a remporté une victoire confortable, a rapporté le site internet *El 19 Digital*.

Alfredo César a déclaré que la majorité de la population a lancé un appel, par le biais des urnes, à résoudre les problèmes du pays par la voie d'élections pacifiques et calmes.

Le dimanche 5 novembre, plus de 3,8 millions de Nicaraguayens étaient appelés à voter pour élire les maires, les adjoints, les conseillers et leurs suppléants, qui formeront les conseils municipaux dans tout le pays, y compris ceux des régions autonomes de la côte caribéenne.

L'Observatoire électoral du Conseil national des universités et la mission d'accompagnement de l'Organisation des États américains (OEA) ont convenu que de manière générale le processus électoral s'est déroulé dans la paix et la tranquillité.

Une mission d'experts internationaux, composée de spécialistes du Honduras, du Salvador, de la République dominicaine, de la Bolivie et du Chili, a également confirmé la transparence et la tranquillité des élections, ainsi que la large représentation des différents groupes politiques et la présence de procureurs du parti. (PL). •



Le président Daniel Ortega et la vice-présidente Rosario Murillo se sont félicités de ce processus qui a permis d'accroître la sécurité et la tranquillité pour tous.

EL 19 DIGITAL

ÉTATS-UNIS

La démocratie du feu

Jeiddy Martínez Arma

• « LES armes ne tuent pas les gens, ce sont les États-Unis qui tuent les gens », a écrit le cinéaste Michael Moore.

Le 5 novembre dernier, environ un mois après le massacre de Las Vegas, qualifié de plus important de l'histoire récente des États-Unis, un événement semblable s'est produit, cette fois au Texas, lorsqu'un homme a ouvert le feu dans un temple baptiste de Sutherland Springs, tuant au moins 27 personnes et en blessant des dizaines.

Après autant de victimes mortelles aux États-Unis à la suite de fusillade, la même question revient sur le tapis : les armes en vente libre, est-ce cela la démocratie ? Dans un pays libre et démocratique, les gens n'ont pas peur de sortir dans la rue et, comme c'est souvent le cas, la possession d'armes à feu ne semble pas être la solution pour que les États-Unis se sentent en sécurité face à une telle violence.

Aux États-Unis, l'utilisation des armes à feu est autorisée par la loi. Ainsi en a décidé leur Constitution à travers le Deuxième amendement promulgué le 15 décembre 1791. Depuis lors, combien de massacres ont-ils eu lieu au nom de cette « liberté » ? En dépit de toutes ces morts et des critiques constantes, le Sénat des États-Unis se refuse à adopter une loi limitant l'utilisation des armes à feu.

En effet, la vente d'armes dans le pays le plus puissant du monde se chiffre à des millions de dol-



TIRÉ DE TWITTER

Le tireur du Texas, Devin Patrick Kelley, a affiché des photos de l'arme du crime sur ses réseaux sociaux.

lars, alors que la *National Rifle Association* (NRA pour ses sigles en anglais), représentant le lobby pro-armes, est l'organisation chargée de défendre le droit des citoyens étasuniens à porter une arme.

À la suite de la fusillade au Texas, considérée comme la quatrième la plus meurtrière de l'Histoire des États-Unis, le président Donald Trump a déclaré en conférence de presse, durant sa tournée dans cinq pays d'Asie

que « le problème, c'est la santé mentale » et non pas les armes à feu, évoquant la cause probable de la fusillade.

Une déclaration qui comporte une grande contradiction comme tant d'autres de son gouvernement. En effet, dans le cadre de ses bonnes relations avec la *National Rifle Association*, selon l'agence de presse *EFE*, « le président étasunien Donald Trump a confirmé en mars dernier la suspension d'une réglementation

promue par l'ancien président Barack Obama visant à interdire aux personnes présentant des problèmes mentaux d'accéder à l'achat d'armes. Un revirement que l'on peut considérer comme une victoire pour les groupes pro-armes tels que la NRA ».

Selon cette agence, « cette réglementation qui, d'après les estimations visait 75 000 personnes, exigeait à la Direction de la Sécurité sociale de communiquer au gouvernement fédéral

les noms des personnes bénéficiant d'une aide ayant des antécédents de maladie mentale afin de leur interdire l'achat d'armes ».

Par ailleurs, dans le cadre des décrets sur le contrôle des armes à feu adoptés par Obama, les vendeurs n'auraient pu obtenir une licence de vente d'armes qu'après révision de leur casier judiciaire. Le texte prévoyait aussi l'interdiction de la vente d'armes d'assaut de type militaire.

Aussi, avec la suspension par Donald Trump de cette réglementation signée par son prédécesseur, de nombreuses familles, comme celles de la petite ville de Sutherland Springs, au Texas, continueront-elles d'être menacées par le deuil.

Chaque année, plus de 30 000 États-Uniens perdent la vie, victimes d'armes à feu, selon les chiffres officiels.

Jamais personne ne se sentira mieux en possédant une arme à feu. Savoir qu'un pistolet ou un fusil peut mettre fin à la vie d'un autre être humain devrait être une raison suffisante pour s'en passer.

Selon l'étude du chercheur étasunien Michael Siegel, environ 300 millions d'armes circulent aux États-Unis, soit près d'une par habitant. La conclusion de cette étude souligne que « lorsque le taux de possession d'armes à feu augmente de 1 %, le taux d'homicides augmente de 0,9 % ». Des chiffres très peu encourageants pour une société qui vit des moments cruciaux et qui promulgue et impose son idéal de « démocratie », même si elle est entachée de sang. •